



## « On se fait voler notre place par les industriels », regrette cet éleveur du pays de Vitré

Regards d'agriculteurs. À travers une série de portraits de professionnels du pays de Vitré, Ouest-France propose une réflexion sur l'agriculture de demain. Troisième épisode avec Gildas Godeloup, éleveur de vaches limousines et cultivateur de céréales à Erbrée depuis trente-cinq ans.



**Erreur ! Nom du fichier non spécifié.**

Gildas Godeloup, éleveur depuis 35 ans. | OUEST-FRANCE ...

Ouest-FrancePublié le 08/12/2022 à 15h12

[Lire le journal numérique](#)

Quand on rentre chez Gildas Godeloup, douce chaleur du poêle et télévision en sourdine, il y a toujours du monde autour de la table. Ça discute, on parle des cours du blé, du colza qui s'envolent, ça débat – à quand l'effondrement ? On commente la hausse du prix des matières premières, des intrants, le temps qu'il fera demain.

Lui, au milieu, tignasse blanche, voix forte, corps puissant, qui espère un hiver froid, des températures à  $-10^{\circ}$ , que ses pâtures, ses champs disparaissent sous une couche de neige immaculée. Cinquante ans qu'il travaille, trente-cinq à exploiter 100 hectares de terres, à nourrir un troupeau de plus de 200 limousines.

**Lire aussi. [L'épisode 1 : Près de Vitré, cet éleveur de veaux s'interroge sur l'avenir](#)**



## Une agriculture moribonde

Chez Gildas, on est accueilli, cajolé par Bernadette, sa compagne, fidèle à cette tradition paysanne qui disparaît avec le reste. À la veille de la retraite, c'est en tout cas le bilan que dresse l'exploitant : une agriculture moribonde et qu'on aura bien du mal à sauver.

La raison ? « **On se fait voler notre place par les industriels. De plus en plus d'exploitations – parfois des milliers d'hectares – sont gérées par des sociétés qui n'ont rien à voir avec le monde agricole. Les agriculteurs sont intégrés à l'industrie mais sans salaire, car leur revenu n'est pas fixé. Et surtout, il y a les intermédiaires, tous ceux qui se font une marge confortable sur notre dos. Eux sont toujours payés, mais à la fin, qui reste-t-il ? L'agriculteur face à ses responsabilités et à ses dettes.** »



Gildas Godeloup exploite 100 hectares. | OUEST-FRANCE

Et de décrire ces jeunes agriculteurs prenant tous les risques, s'endettant pour se payer des bâtiments aux normes – qui, ironie du sort, seront obsolètes quelques années plus tard, travaillant toute leur vie pour payer fournisseurs, constructeurs, inspecteurs, aliments et qui ne parviennent pas à tirer un revenu de leur travail. « **Aujourd'hui, c'est plus de 80 % des agriculteurs qui ne vivent que grâce à un salaire extérieur. Et quelques dizaines d'industriels de l'agroalimentaire qui sont devenus les plus grosses fortunes de France.** »



# SHIVAYA INFO



Alors, on lui parle des subventions, de la PAC, des primes que touchent les exploitants, et là, il s'emporte : « **Ah oui, les primes, j'en ai touché beaucoup, moi, souvent plus que nos revenus... mais la subvention, c'est quoi ? Un moyen de nous contrôler. Car attention, si tu ne suis pas les directives, alors on te les enlève tes primes. Et comme, bien souvent, c'est la seule rémunération de ton travail... Ce qu'il faut, c'est un prix rémunérateur !** »

## Un prix juste

Car s'il entrevoit une solution pour l'avenir, c'est celle-là : un barème de prix de revient pour chaque production, fixé par le milieu agricole, consultable sur un site en toute transparence, et qui rémunère justement les exploitants.

« **Dans notre monde, décrit-il, le marchand de bêtes vient et décide du prix ; ou bien, tu sèmes du blé à l'automne, ça te coûte cher et, si les cours s'effondrent, tu perds tout. C'est quand même bizarre, un système où c'est l'acheteur qui fixe son prix, par rapport à ses intérêts...** »

**Réchauffement climatique : faut-il interdire le chauffage dans les serres agricoles ?**

Mais, pour une telle réforme, il faudrait que tous les agriculteurs soient solidaires et ce n'est plus le cas. « **Si on se rassemblait tous pour défendre un revenu décent de notre travail, on l'obtiendrait !** »

Et quand on lui parle la vente en direct, que ça existe déjà les agriculteurs qui fixent leurs prix, il acquiesce mais rappelle que ça ne représente que très peu. Que ces ventes sont écrasées par des produits de basse qualité vendus par des supermarchés qui s'approvisionnent à l'étranger à des prix déifiant toute concurrence. Que le pouvoir d'achat diminuant, les gens achètent au prix le plus bas, loin des produits bio.

## Un statut nécessaire pour l'agriculteur

Et l'éleveur va plus loin dans sa réflexion. Pour lui, c'est le statut de l'agriculteur qu'il faudrait revoir. Lui permettre, comme les commerçants, de posséder un fond en propre, dissocié de la terre, qu'il puisse céder ou revendre, une réforme juridique pour qu'il puisse investir en toute sécurité, sans dépendre de baux par exemple.

Un statut qui rende obligatoire la rémunération des heures de travail pour tous les contrats et engagements, a minima au Smic, qui interdise l'exploitation des terres aux sociétés ne disposant pas du titre d'agriculteur. Un statut nécessaire si l'on veut sauver le métier, le tissu rural, redonner à l'agriculteur sa liberté, sa souveraineté et sa noblesse, estime Gildas Godeloup.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/erbree-35500/on-se-fait-voler-notre-place-par-les-industriels-regrette-cet-eleveur-du-pays-de-vitre-532d1dae-7685-11ed-8508-e43b098bc9f7>